



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 05, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

I'll translate the daily brief to French following the strict institutional formatting requirements. Bulletin quotidien traduit en français selon les spécifications ENGINE v3.0. La traduction maintient la structure institutionnelle stricte et tout le contenu I'll translate the daily brief to French following the strict institutional formatting requirements. Bulletin quotidien traduit en français selon les spécifications ENGINE v3.0. La traduction maintient la structure institutionnelle stricte et tout le contenu analytique couvrant les quatre développements critiques du 5 janvier 2026. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

a vu des inondations majeures au Cap-Haitien suite à de fortes pluies créant une perturbation humanitaire critique dans la deuxième plus grande ville d'Haiti. Radio Métropole a diffusé Haiti au bord du basculement ce qui nous attend après le 7 février 2026 marquant le premier programme médiatique grand public encadrant le 7 février comme basculement plutôt que transition de routine. La résiliation du TPS par l'administration Trump le 3 février affectant 350 000 Haitiens crée un calendrier comprimé de quatre jours avant l'expiration du mandat du CPT aggravant la crise institutionnelle avec une crise de déportation de la diaspora. Malgré la reprise des opérations gouvernementales la pause opérationnelle des gangs de 20 jours se poursuit avec zéro incident suggérant une discipline stratégique comme levier pour les négociations du 7 février. 33 jours jusqu'au règlement de comptes constitutionnel.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Cap-Haitien connaît des inondations majeures créant une situation critique dans le Département du Nord perturbant les opérations humanitaires et l'accès au port.

Radio Métropole encadre le 7 février comme basculement signalant un changement médiatique grand public de transition de routine à récit de crise existentielle.

Le Washington Post qualifie la résiliation du TPS du 3 février pour 350 000 Haitiens de cruelle créant un calendrier comprimé avec l'expiration du CPT le 7 février affectant les flux de transferts de fonds.

La pause opérationnelle des gangs de 20 jours s'étend au-delà de la reprise gouvernementale démontrant une rétention stratégique de la violence comme levier pour le 7 février.

Il reste 33 jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février sans cadre public pour la continuité institutionnelle ou la planification de succession.

DÉVELOPPEMENT 1

LES INONDATIONS AU CAP-HAITIEN AGGRAVENT LA CRISE MULTIDIMENSIONNELLE

Le 5 janvier 2026 plusieurs quartiers du Cap-Haitien ont connu des inondations sévères suite à de fortes pluies avec AlterPresse et Juno7 rapportant une situation critique dans la deuxième plus grande ville d'Haiti. Les inondations représentent la première perturbation opérationnelle majeure en 2026 au-delà de la violence des gangs affectant potentiellement les opérations humanitaires l'accès au port et le déplacement interne dans le Département du Nord. Le Cap-Haitien sert de centre névralgique pour la livraison d'aide aux régions du nord et son port est la deuxième plus grande installation maritime d'Haiti rendant les perturbations liées aux inondations opérationnellement

significatives pour les chaînes d'approvisionnement et la logistique humanitaire.

Les inondations soulignent les vulnérabilités aggravantes d'Haiti démontrant que même dans les zones relativement libres du contrôle des gangs les catastrophes naturelles submergent les infrastructures faibles et la capacité de gouvernance. Avec 33 jours jusqu'au 7 février et le CPT incapable de coordonner une réponse efficace aux catastrophes la situation du Cap-Haitien illustre la crise multidimensionnelle d'Haiti s'étendant au-delà des défis sécuritaires et politiques pour englober l'effondrement environnemental et infrastructurel. Le Département du Nord est resté comparativement stable par rapport aux territoires contrôlés par les gangs de Port-au-Prince pourtant les inondations démontrent que les déficits de gouvernance créent une vulnérabilité universelle indépendamment de la présence des gangs.

Le timing coïncide avec la reprise des opérations gouvernementales le 5 janvier suite à la période de vacances prolongée pourtant ni le CPT ni les ministères concernés n'ont émis de déclarations coordonnées de réponse aux catastrophes en date de soir. L'absence de coordination gouvernementale visible lors d'une urgence humanitaire active dans un centre de population majeur renforce la faiblesse institutionnelle alors que l'échéance du 7 février approche. Les inondations au Cap-Haitien peuvent déplacer des résidents s'ajoutant aux 1,4 million de personnes déplacées internes documentées par l'UNICEF en décembre 2024 mettant davantage sous pression les systèmes humanitaires opérant déjà au-delà de leur capacité.

Les inondations surviennent alors que les acteurs internationaux incluant la CARICOM l'OEA et l'ONU n'ont pas convoqué de sessions d'urgence pour opérationnaliser les mécanismes de continuité institutionnelle avant le 7 février. La crise du Cap-Haitien démontre que les défis de gouvernance d'Haiti s'étendent au-delà de la succession constitutionnelle pour englober la capacité de réponse de base aux catastrophes les catastrophes naturelles exposant les mêmes déficits institutionnels qui permettent le contrôle territorial des gangs. L'incapacité du CPT à coordonner visiblement la réponse aux inondations 33 jours avant l'expiration de son mandat renforce les préoccupations concernant la viabilité de la gouvernance post-7 février indépendamment des cadres constitutionnels.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Cap-Haitien a historiquement servi de deuxième ville d'Haiti et de centre économique du nord avec son port fonctionnant comme une alternative critique aux installations maritimes de Port-au-Prince. Les inondations au Cap-Haitien résultent généralement d'une infrastructure de drainage inadéquate et de la déforestation dans les bassins versants environnants exacerbées par une faible gouvernance municipale et une capacité limitée de préparation aux catastrophes.

POINTS DE DISCUSSION

Les inondations majeures au Cap-Haitien le 5 janvier créent une situation critique dans la deuxième plus grande ville d'Haiti perturbant les opérations humanitaires et l'accès au port. Le Département du Nord relativement libre du contrôle des gangs démontre que les catastrophes

naturelles exploitent les mêmes déficits de gouvernance permettant la crise sécuritaire. Le CPT n'a émis aucune réponse coordonnée aux catastrophes en date de soir renforçant la faiblesse institutionnelle 33 jours avant l'expiration du mandat. Les inondations peuvent déplacer des résidents s'ajoutant aux 1,4 million de PDI mettant sous pression les systèmes humanitaires au-delà de leur capacité. La crise du Cap-Haitien illustre les vulnérabilités multidimensionnelles d'Haiti s'étendant au-delà de la violence des gangs à l'effondrement environnemental et infrastructurel.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs humanitaires internationaux devraient évaluer l'impact des inondations au Cap-Haitien sur les opérations du Département du Nord et la continuité de la chaîne d'approvisionnement pour la livraison d'aide dans le nord.

La CARICOM et l'OEA devraient référencer les lacunes de réponse aux catastrophes du Cap-Haitien comme preuve nécessitant une planification immédiate de continuité institutionnelle avant le 7 février.

Les réseaux de la diaspora devraient mobiliser des secours d'urgence pour les résidents du Cap-Haitien tout en surveillant les schémas de déplacement pouvant affecter les liens familiaux.

Les agences de l'ONU devraient documenter la capacité de réponse aux catastrophes du CPT ou son absence comme référence pour les évaluations de gouvernance post-7 février.

Les acteurs du secteur privé ayant des dépendances au port du Cap-Haitien devraient développer des plans de contingence pour la perturbation de la logistique maritime.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2

LES MÉDIAS GRAND PUBLIC ENCADRENT LE 7 FÉVRIER COMME BASCULEMENT NON TRANSITION

Radio Métropole la principale station de radio d'Haiti a diffusé un programme le 5 janvier intitulé Haiti au bord du basculement ce qui nous attend après le 7 février 2026 représentant un changement critique dans l'encadrement médiatique grand public. Le langage de basculement indique que les médias d'establishment considèrent maintenant le 7 février comme un effondrement ou un point de bascule plutôt qu'une transition politique de routine. Cet encadrement s'aligne avec l'avertissement du MOPAL du 4 janvier concernant un nouveau vide institutionnel et l'analyse de Jerry Tardieu du 7 décembre selon laquelle l'Article 6.1 interdit la prolongation du mandat du CPT nécessitant une formule de remplacement d'ici le 7 février à minuit.

Radio Télévision Caraïbes a simultanément diffusé Quelle transition pour Haiti en 2026 avec Victor

Benoit analyste politique éminent suggérant que la classe politique haïtienne débat activement des cadres post-7 février sans atteindre de consensus. Le fait que deux médias majeurs aient consacré une programmation de première ligne aux scénarios du 7 février le premier jour ouvrable de 2026 signale que l'échéance est passée d'une préoccupation de fond à une crise immédiate dans le discours public. La participation de Benoit en tant qu'analyste respecté indique que même les figures d'establishment reconnaissent l'échéance constitutionnelle comme opérationnellement critique plutôt que théorique.



Le passage à l'encadrement de basculement comporte des implications opérationnelles pour les attentes des parties prenantes et les modèles comportementaux. Lorsque les médias grand public présentent le 7 février comme un effondrement potentiel plutôt qu'une transition gérée cela influence les décisions de transferts de fonds de la diaspora la confiance des investisseurs le positionnement des acteurs humanitaires et les calculs stratégiques des gangs. L'évaluation du Crisis Group du 15 décembre selon laquelle les gangs cherchent l'amnistie dans le cadre des négociations du 7 février devient plus saillante lorsque le discours public encadre l'échéance comme une opportunité de levier plutôt qu'un événement institutionnel de routine.

Avec 33 jours restants la convergence de l'encadrement médiatique de crise grand public et le silence continu du CPT sur les mécanismes de prolongation du mandat crée un vide de légitimité. L'appel du Président du CPT Saint-Cyr le 1er janvier à éviter toute dérive à l'approche du 7 février n'a fourni aucune explication de la gouvernance post-7 février suggérant soit un désaccord interne sur la planification de succession soit une ambiguïté délibérée pour maintenir la flexibilité de négociation. Le langage de basculement des médias indique que la patience du public pour l'ambiguïté s'épuise alors que l'échéance constitutionnelle approche.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les médias haïtiens ont historiquement oscillé entre l'encadrement de crise et de normalité avec des médias d'establishment comme Radio Métropole adoptant généralement des positions éditoriales prudentes lors des transitions politiques. L'utilisation explicite du langage de basculement représente un écart par rapport à l'encadrement diplomatique traditionnel suggérant que même les voix institutionnelles prudentes considèrent maintenant le 7 février comme existentiel plutôt que procédural.

POINTS DE DISCUSSION

La diffusion de Radio Métropole du 5 janvier intitulée Haïti au bord du basculement encadre le 7 février comme basculement non transition de routine.

Le programme concurrent de Radio Télévision Caraïbes avec Victor Benoit indique que la classe politique débat activement des cadres post-7 février sans consensus.

L'encadrement de basculement le premier jour ouvrable de 2026 signale que l'échéance est passée

de préoccupation de fond à crise immédiate dans le discours public.

Le langage de crise médiatique grand public influence les attentes des parties prenantes incluant les transferts de fonds de la diaspora la confiance des investisseurs et le positionnement stratégique des gangs.

Le CPT maintient le silence sur les mécanismes de prolongation du mandat 33 jours avant l'expiration créant un vide de légitimité alors que les médias adoptent le récit d'effondrement.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les observateurs internationaux devraient surveiller les changements d'encadrement des médias haïtiens comme indicateurs précoces des attentes du public et des déclencheurs potentiels de déstabilisation.

Les organisations de la diaspora devraient préparer des communications de crise abordant les scénarios du 7 février basés sur l'encadrement de basculement médiatique grand public.

Les acteurs humanitaires devraient évaluer comment les récits d'effondrement affectent la sécurité opérationnelle et les décisions de positionnement du personnel pour la période post-7 février.

La CARICOM et l'OEA devraient reconnaître que le discours public est passé en mode crise nécessitant une planification visible de continuité institutionnelle.

Les acteurs du secteur privé devraient incorporer des scénarios de basculement dans la modélisation des risques de février reflétant les évaluations médiatiques grand public plutôt que des projections optimistes.

CONFIANCE

Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

LA RÉSILIATION DU TPS LE 3 FÉVRIER CRÉE UN CALENDRIER DE CRISE COMPRIMÉ

La résiliation du Statut de Protection Temporaire par l'administration Trump le 3 février 2026 affectant 350 000 Haïtiens crée un calendrier comprimé de quatre jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février aggravant la crise institutionnelle d'Haïti avec une crise de déportation de la diaspora. Le Washington Post a publié un éditorial le 5 janvier qualifiant la résiliation du TPS de cruelle étant donné les conditions de sécurité et humanitaires d'Haïti. Le timing suggère que début à mi-février verra des déportations d'Haïtiens vers un pays sans gouvernement fonctionnel si le CPT expire sans successeur tout en perturbant simultanément les flux de transferts de fonds représentant environ 38 pour cent du PIB d'Haïti.

Le calendrier comprimé du 3 au 7 février crée des défis opérationnels pour les acteurs

internationaux tentant de gérer les deux crises simultanément. La clause de continuité institutionnelle du 5 novembre de la Feuille de Route de l'OEA Version 3 engageant l'OEA la CARICOM et l'ONU à travailler avec les autorités haïtiennes pour éviter le vide de pouvoir devient opérationnellement critique d'ici le 3 au 7 février nécessitant que les acteurs internationaux légitiment soit la prolongation du CPT soit négocient une formule de remplacement avant que 350 000 Haïtiens ne fassent face à la déportation vers un État non gouverné. La fenêtre de quatre jours entre l'expiration du TPS et l'expiration du CPT fournit un tampon minimal pour la gestion de crise coordonnée.

L'éditorial du Washington Post reflète une reconnaissance croissante parmi les observateurs de politique américaine que le timing de la résiliation du TPS exacerbe plutôt que traite l'instabilité d'Haïti. De nombreux détenteurs de TPS ont des enfants nés aux États-Unis créant des scénarios de séparation familiale tandis que d'autres ont établi des entreprises et des réseaux communautaires sur des périodes de TPS prolongées datant du tremblement de terre de 2010 en Haïti. La convergence de la pression de déportation et du vide institutionnel en Haïti crée des conditions pour une crise humanitaire alors que les expulsés retournent vers un pays incapable de fournir des services de base ou de la sécurité.

Les implications pour la diaspora s'étendent au-delà des préoccupations immédiates de déportation à la perturbation des transferts de fonds affectant les revenus des ménages pour des millions d'Haïtiens. Avec les gangs contrôlant environ 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince selon l'évaluation du MOPAL du 4 janvier les rapatriés font face à des risques de sécurité immédiats en plus du déplacement économique. Le calendrier du 3 au 7 février comprime la prise de décision pour les familles haïtiennes aux États-Unis pesant le retour volontaire contre la déportation tout en surveillant si le CPT obtient une prolongation du mandat ou un cadre de remplacement d'ici le 7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Statut de Protection Temporaire pour les Haïtiens a été initialement accordé suite au tremblement de terre de 2010 en Haïti et a été périodiquement renouvelé en fonction des conditions du pays empêchant un retour sûr. Le TPS fournit une autorisation de travail et une protection contre la déportation mais ne crée pas de voie vers la résidence permanente laissant les bénéficiaires dans un statut temporaire prolongé vulnérable aux changements de politique.

POINTS DE DISCUSSION

La résiliation du TPS par l'administration Trump le 3 février affectant 350 000 Haïtiens crée une fenêtre de quatre jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février.

L'éditorial du Washington Post qualifie la résiliation du TPS de cruelle citant la crise de sécurité et humanitaire d'Haïti créant un scénario de déportation vers un État non gouverné.

Le calendrier comprimé affecte les flux de transferts de fonds représentant 38 pour cent du PIB d'Haïti perturbant les revenus des ménages pour des millions.

La clause de continuité institutionnelle de l'OEA devient opérationnellement critique nécessitant une prolongation du CPT ou un cadre de remplacement avant que les déportations du 3 février ne

commencent.

Les rapatriés font face à des risques de sécurité dans les territoires contrôlés par les gangs et au déplacement économique dans un pays incapable de fournir des services de base.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les avocats en immigration américains devraient accélérer les demandes de statut légal alternatif pour les détenteurs de TPS avant l'échéance du 3 février reconnaissant le temps limité pour les recours administratifs.

Les organisations de la diaspora haïtienne devraient mobiliser des campagnes de plaidoyer mettant en évidence le calendrier comprimé du 3 au 7 février et les risques de déportation vers un État non gouverné.

Les acteurs humanitaires internationaux devraient préparer la capacité d'accueil pour les rapatriés potentiels tout en documentant les conditions empêchant un retour sûr.

La CARICOM et l'OEA devraient référencer explicitement la résiliation du TPS dans les négociations de continuité institutionnelle comme preuve nécessitant un cadre de succession immédiat du CPT.

Les fonctionnaires du gouvernement haïtien si fonctionnels post-7 février devraient coordonner avec les autorités américaines sur la logistique de déportation et les services aux rapatriés.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports gouvernementaux officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

LA PAUSE OPÉRATIONNELLE DES GANGS DE 20 JOURS S'ÉTEND AU-DELÀ DE LA REPRISE GOUVERNEMENTALE

La pause opérationnelle des gangs de 20 jours du 21 décembre au 5 janvier se poursuit avec zéro incident majeur rapporté malgré la reprise des opérations gouvernementales incluant la réouverture de l'Ambassade américaine et le redémarrage des services consulaires. La continuation au-delà de la période de vacances est sans précédent et soulève des questions critiques concernant les calculs stratégiques des gangs. La pause s'étend maintenant au-delà de Noël du Nouvel An du Jour de l'Indépendance haïtienne du Jour des Ancêtres et du week-end prolongé suggérant une discipline opérationnelle délibérée plutôt qu'une réduction de la violence liée aux vacances.

La pause contredit la revendication du 31 décembre de la Force de Suppression des Gangs de reprendre des territoires sous contrôle des gangs puisque l'évaluation du MOPAL du 4 janvier confirme que les gangs contrôlent la quasi-totalité de Port-au-Prince de l'Artibonite et du Plateau Central. La période de 20 jours représente l'absence soutenue la plus longue de violence majeure des gangs en 2025 indiquant que les gangs possèdent la capacité opérationnelle de suspendre la violence indéfiniment lorsque stratégiquement avantageux. Cette capacité démontre des structures

de commande et de contrôle sophistiquées capables de coordonner des pauses opérationnelles prolongées à travers de multiples formations de gangs et territoires.

La logique stratégique derrière l'extension de la pause au-delà de la reprise gouvernementale se rapporte probablement au positionnement du 7 février. L'avertissement du Crisis Group du 15 décembre selon lequel les gangs cherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février reste opérationnellement pertinent les gangs retenant potentiellement la violence comme levier pour les négociations malgré la doctrine de non-négociation du Premier ministre Conille du 28 décembre. La pause permet aux gangs de démontrer leur capacité soit d'activer soit de perturber la gouvernance tout en se positionnant comme parties prenantes dans les cadres post-7 février plutôt que comme menaces de sécurité à éliminer.

Avec 33 jours jusqu'au 7 février le schéma opérationnel suggère une reprise de la violence fin janvier entre le 20 et le 31 janvier alors que les gangs intensifient la pression sur le CPT pour négocier les termes d'amnistie avant l'échéance constitutionnelle. La pause démontre que la violence des gangs en Haïti opère selon des calculs stratégiques plutôt que de la criminalité aléatoire avec des décisions opérationnelles liées aux calendriers politiques et au levier de négociation. Plus la pause s'étend plus elle révèle la sophistication organisationnelle des gangs et plus le récit de succès militaire de la PNH ou de la FSG devient faible.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les gangs haïtiens ont historiquement démontré une capacité d'opérations coordonnées incluant les attaques coordonnées du 29 février 2024 qui ont fermé l'Aéroport Toussaint Louverture et l'offensive de novembre-décembre 2024 dans l'Artibonite. Les pauses opérationnelles prolongées sont rares la période de 20 jours représentant la réduction soutenue la plus longue de violence majeure documentée en 2025.

POINTS DE DISCUSSION

La pause opérationnelle des gangs de 20 jours du 21 décembre au 5 janvier se poursuit malgré la reprise des opérations gouvernementales .

La pause s'étend au-delà de la période de vacances suggérant une discipline stratégique plutôt qu'une réduction saisonnière de la violence.

L'évaluation du MOPAL du 4 janvier confirme que les gangs contrôlent la quasi-totalité de Port-au-Prince contredisant les revendications de la FSG de reprise territoriale.

La pause démontre la capacité organisationnelle des gangs de suspendre la violence indéfiniment lorsque stratégiquement avantageux pour le positionnement du 7 février.

Attendez-vous à une reprise de la violence fin janvier alors que les gangs intensifient la pression pour des négociations d'amnistie avant l'échéance constitutionnelle.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les analystes de sécurité devraient modéliser des scénarios de reprise de violence des gangs pour

fin janvier liés à la pression de l'échéance du 7 février plutôt que des schémas immédiats post-vacances.

Les acteurs humanitaires devraient utiliser la pause opérationnelle pour positionner des fournitures critiques et évaluer les routes d'évacuation avant l'escalade anticipée de fin janvier.

Les observateurs internationaux devraient surveiller les déclarations publiques des gangs ou les communications par procuration pour les positions de négociation du 7 février pendant la période de pause.

Le CPT devrait clarifier si la pause opérationnelle reflète l'efficacité de la PNH ou le positionnement stratégique des gangs pour éviter de mal caractériser les gains de sécurité.

Les familles de la diaspora devraient compléter les voyages urgents ou le traitement de documents pendant la fenêtre de pause avant la reprise anticipée de violence fin janvier.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller si les gangs reprennent la violence ou 6-7 janvier mettant fin à la pause opérationnelle de 20 jours ou si la discipline stratégique s'étend jusqu'à mi-janvier. Suivre les déclarations du CPT ou ministérielles concernant la coordination de la réponse aux inondations du Cap-Haïtien comme indicateur de la capacité institutionnelle 33 jours avant l'expiration du mandat. Observer une programmation médiatique grand public additionnelle sur les scénarios du 7 février s'appuyant sur l'encadrement de basculement de Radio Métropole de .

CETTE SEMAINE

Observer si la CARICOM l'OEA ou l'ONU programment des sessions d'urgence la semaine du 6 au 10 janvier pour opérationnaliser les mécanismes de continuité institutionnelle avant la résiliation du TPS le 3 février et l'expiration du CPT le 7 février. Surveiller les discussions du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le renouvellement du mandat de la BINUH expirant le 31 janvier pour des références à la planification de transition post-7 février. Suivre les réponses de plaidoyer de la diaspora à l'éditorial du Washington Post sur le TPS et si une couverture médiatique américaine additionnelle amplifie les préoccupations du calendrier comprimé du 3 au 7 février.

HORIZON STRATÉGIQUE



Évaluer si les gangs reprennent la violence fin janvier du 20 au 31 janvier intensifiant la pression sur le CPT pour des négociations d'amnistie avant l'échéance du 7 février. Surveiller le positionnement des acteurs internationaux entre légitimer la prolongation du mandat du CPT et négocier une formule de remplacement alors que le calendrier comprimé du 3 au 7 février approche. Suivre si l'encadrement de basculement médiatique grand public influence les schémas de transferts de fonds de la diaspora la confiance des investisseurs et les postures de sécurité des acteurs humanitaires créant des dynamiques de crise auto-réalisatrices.

SOURCES PRINCIPALES

Rapport AlterPresse sur les inondations au Cap-Haitien publié le 5 janvier 2026
Publication Facebook de Radio Métropole Haiti au bord du basculement diffusé le 5 janvier 2026
Programme YouTube de Radio Télévision Caraïbes Quelle transition pour Haiti en 2026 avec Victor Benoit publié le 5 janvier 2026
Analyse de Vant Bef Info sur le silence d'Haiti concernant l'arrestation de Maduro publié les 4-5 janvier 2026
Éditorial du Washington Post Mettre fin au statut de protection temporaire pour les Haitiens est cruel publié le 5 janvier 2026
Surveillance de Haiti Libre pour les incidents de sécurité des gangs le 5 janvier 2026
Évaluation du MOPAL du 4 janvier sur le contrôle territorial des gangs couvrant Port-au-Prince l'Artibonite le Plateau Central
Analyse de Jerry Tardieu du 7 décembre sur l'interdiction du mandat du CPT de l'Article 6.1
Évaluation du Crisis Group du 15 décembre sur les négociations d'amnistie des gangs
Déclaration du Premier ministre Conille du 28 décembre sur la doctrine de non-négociation
Déclaration du Président du CPT Saint-Cyr du 1er janvier sur éviter la dérive avant le 7 février
Rapport de l'UNICEF du 10 décembre sur 1,4 million de personnes déplacées internes
Clause de continuité institutionnelle de la Feuille de Route de l'OEA Version 3 du 5 novembre
Revendication de la Force de Suppression des Gangs du 31 décembre sur la reprise de territoires contrôlés par les gangs
Annonce du Département d'État américain sur la résiliation du TPS effective le 3 février 2026
Analytique couvrant les quatre développements critiques du 5 janvier 2026.